



COMMUNIQUÉ

Après les applaudissements, tous dans la lutte !

Toutes et tous ensemble, le 16 juin !

Depuis des années que la CGT dénonce les politiques de santé publique, d'action sociale mais aussi la casse du système de la sécurité sociale qui les accompagnent.

Les annonces du gouvernement via les médias dans le domaine de la santé comme de la sécurité sociale se succèdent, mais, malgré les mobilisations, les actes concrets pour améliorer l'accès aux soins et les conditions de travail des personnels de santé se font toujours attendre, et s'accompagnent d'un affaiblissement constant de la sécurité sociale via les exonérations de cotisations sociales aux entreprises, via une politique de rentabilité financière qui n'a pas lieu d'être.

Pire, le gouvernement garde le cap et accélère ! Aucun enseignement de la crise sanitaire que nous vivons est tiré, les logiques ultra libérales se poursuivent, par la suppression massive de lits, de services, et d'hôpitaux de proximité, la privatisation du système de santé et instaure une logique marchande dont nous connaissons les conséquences désastreuses.

Aucune action, par exemple de la part du gouvernement, pour relocaliser et nationaliser les industries pharmaceutiques indispensables à la nation, ni accroître la prise en charge hospitalière, ni pour mettre en place un service public de la santé et de l'action sociale répondant aux besoins des populations et digne de la 7^{ème} puissance mondiale au 21^{ème} siècle.

Des millions ont été trouvés au fil des crises pour sauver les banques et la finance, pour sauver les dividendes des actionnaires, mais rien, à part l'austérité pour les services publics qu'ils soient de santé ou autre d'ailleurs.

Alors que la France comptabilise officiellement, plus de 29 000 morts du coronavirus, que des malades n'ont pas eu accès aux soins par manque de moyen dans les hôpitaux, que des salariés ont été contaminés par manque de protections adéquates et suffisantes, le gouvernement fait le choix de la reprise économique au détriment de la population, de la finance au détriment de l'emploi et des conditions de travail.

A l'occasion de ce Ségur, mais, aussi, dans les mobilisations qui s'annoncent, les mardis et jeudis, le 16 juin 2020, la CGT portera les revendications, à savoir :

- Une refonte de notre système de santé et de protection sociale pour répondre aux nécessaires améliorations des conditions de travail, de vie des salarié.e.s et à l'amélioration de la qualité de prise en charge de la population ;
- la garantie d'un accès de qualité, égalitaire et de proximité de soins et d'accompagnement social pour tou.te.s.
- L'augmentation des budgets avec un ONDAM (Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie) à 5 % pour des créations massives d'emplois ;
- L'arrêt des restructurations, des fermetures de lits, de services pour une réponse aux besoins de la population ;

- L'augmentation du point d'indice dans la fonction publique hospitalière et la reconnaissance des qualifications des professionnel.le.s pour un meilleur déroulement de carrière, l'égalité professionnelle pour nos métiers à prédominance féminine ;
- Un plan urgent de formation pluridisciplinaire de professionnel.le.s et un plan de recrutement pluridisciplinaire ;

- L'amélioration des conditions de travail, de vie des salarié.e.s et la reconnaissance de la pénibilité de nos métiers ;
- Une augmentation générale des salaires à hauteur de 300 euros pour tous les professionnels dans les établissements de santé et de l'action sociale ;
- L'abandon de la tarification à l'activité, l'augmentation des budgets des établissements ainsi qu'un projet de loi de Financement de la Sécurité Sociale qui réponde aux besoins ;

Plus largement, la CGT portera une augmentation générale des salaires de 22% , du smic à 1800 euros, de l'indice des fonctionnaires ,et également une réduction du temps de travail à 32h, pour travailler moins mais travailler toutes et tous, dans cette période de crise économique, d'une sécurité sociale professionnelle permettant à tou.te.s les salarié.e.s quelques soient les aléas de leurs vies professionnelles. De même, l'abandon de la réforme des retraites et de l'assurance chômage doit être maintenant acté par le gouvernement.

Ni médailles, ni applaudissements

Toutes et tous dans la rue à leurs côtés, pour les soutenir mais aussi parce que leurs revendications sont les nôtres !

Le 16 juin à Paris, et à l'occasion de toutes les initiatives en département, comme :

Le 2 juin dans le 92, à 11h devant l'ARS 55 avenue des Champs Pierreux 92 000 Nanterre

Le 3 juin dans le 95, à 12h devant la préfecture de Cergy et la sous-préfecture de Sarcelles.

Le 4 juin dans le 94, à 10h devant l'ARS 25 chemin des Bassins 94000 Créteil

Montreuil, le 2 juin 2020